PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

L'ÉCHO BOURIAN N° 6

Journal des communistes du

Canton de GOURDON - Janvier 2018

« MEILLEURS VOEUX POUR 2018 »

Jusqu'à aujourd'hui, les réformes n'étaient que des projets ou des textes adoptés au parlement. Mais depuis le 1er Janvier, elles sont mises en application… Et nous en ressentons les effets ; mal au porte-monnaie, mal à la démocratie et aux libertés.

Les ordonnances du nouveau « code du travail » sont applicables ; **PIMKIE & PSA** envisagent des départs massifs pour se débarrasser d'effectifs sans avoir à passer par un Plan social ou de justifier des difficultés économiques auparavant. « La Rupture Conventionnelle Collective », pouvant permettre maintenant de se séparer d'un salarié en CDI, et le rembaucher le lendemain en CDD… Heureusement tel chez PIMKIE, les syndicats (*CFDT compris*), s'opposent au projet le rendant impossible. Seulement chez PSA, il va autrement où certains syndicats réformistes approuvant ce projet, l'opération sera possible, là où il est clair que l'objectif du « *plan de départs volontaires* », est la volonté de remplacer des CDI par des CDD, ou par des intérimaires.

Les hausses de la **CSG**, sans compensation pour les pensions sera effective pour les retraités dès Février ; plusieurs dizaines d'euros en moins représentant des centaines sur l'année ! Et en milieu rural comme ici, où les retraités sont nombreux, si on n'y ajoute les multiples hausses des produits pétroliers (fioul, essence ou diesel), *c'est la double peine* !

Par contre, côté privilégiés de la fortune tout baigne ! Alors qu'on nous promettait une « *guerre* » menée contre l'évasion fiscale (Plus de **60 Milliards €** *qui manquent au financement public en France*), on nous annonce au ministère des finances moins de moyens et d'effectifs pour le contrôle des entreprises, *cherchez l'erreur* ?

R**enoncement qui s'ajoute à l'acceptation au niveau européen d'une liste des paradis fiscaux contre lesquels agir, liste qui exclut tant le Luxembourg, que L'Irlande, les îles Anglo-normandes et autres adeptes du « dumping Fiscal » en Europe…**

Pour Bruxelles, il n'y aurait de paradis fiscal que sous les tropiques ! Et encore chaque ex-pays colonisateur tentant d'exonérer ses anciens territoires accueillant ses ressortissants… *Bref en la matière, la montagne accouche d'une souris* !

Si l'on ajoute à tout cela les projets annoncés ; mise en chantier d'une nouvelle réforme des retraites qui poserait à nouveau la question de l'âge de départ !

On mesure jusqu'où ils veulent aller… Aussi loin que le permettra la timidité de la résistance populaire !

HÔPITAL PUBLIC : STOP À LA FOLIE DES FERMETURES

C'est notre santé qui est en danger avec un accès aux soins de plus en plus inégalitaire !

L'Hôpital est malade du choix pris par les gouvernements successifs de réduire les dépenses publiques notamment au travers de la Sécurité sociale :

- 2015/2017 les budgets hospitaliers ont supporté **10 milliards de réduction** !

2018 Macron et Buzyn réduisent encore de 1,4 milliards le budget des hôpitaux. Ils nous préparent un mauvais coup car selon eux : « il y aurait 30% de soins inutiles » !

- **Emmanuel Macron a bien l'intention d'accélérer le regroupement autoritaire d'hôpitaux publics par «territoire» *(GHT)* engagé depuis le 1er juillet 2016 : c'est l'aggravation combinée des réduction de moyens matériels et humains des hôpitaux publics, de la suppression de services, des milliers de lits fermés, et la disparition des hôpitaux et maternités de proximité en déléguant au privé le plus rentable.**

Le Centre hospitalier Jean Coulon de **Gourdon**, qui inaugurait début janvier son service des Urgences, son Unité d'hospitalisation de courte durée et son service d'Imagerie médicale, notamment son scanner, a accueilli à cette occasion Monique Cavalier, directrice générale de l'Agence régionale de santé Occitanie (ARS).

Le centre hospitalier de **Gourdon** a connu différentes étapes de construction, d'extension ou de restructuration destinées à proposer une offre de soins adaptée à la spécificité et à l'évolution de son bassin de santé» déclarait Olivier Max Bariot, son directeur. Puis le directeur a rappelé l'ancrage de l'hôpital «*au sein d'un territoire bourian marqué par sa ruralité et le vieillissement d'une population dispersées et isolée. Il constitue un support de référence par la pluridisciplinarité de son offre de soins de premier recours, de services de médecine et de chirurgie ambulatoire sans oublier sa filière gériatrique complète*».

Ce dont a besoin la population dans sa diversité ce n'est pas de superstructures hospitalières mais d'hôpital public de proximité travaillant en concertation avec les services spécialisés, de recherche et d'enseignement, dans un parcours de soins intégrant une offre publique ambulatoire de centre de santé, des équipes en nombre suffisant et bien formées, investies dans la prise en charge partagée.

Les tarifications (prix de journée) en **EHPAD** explosent ! Ce qui conduit les résidents avec leurs proches à devoir s'endetter ou à vendre leurs biens afin de pour pouvoir être accueillis et soignés.
Les salariés sont confrontés dans les **EHPAD** à :

- UN MANQUE D'EFFECTIFS
- AUCUNE RECONNAISSANCE DES VALEURS HUMAINES
- UNE INTENSIFICATION DES TÂCHES
- DU HARCÈLEMENT DE GESTION
- DES FRAIS PROFESSIONNELS NON PAYÉS
- DE LA NON PRISE EN COMPTE DE L'ENSEMBLE DES MÉTIERS
- DES SALAIRES INSUFFISANTS

Cela conduit à un appel des organisations syndicales des personnels des **EHPAD** à participer le **MARDI 30 JANVIER** à des actions, grèves, rassemblements (à **Cahors** et à **Figeac** par exemple) dans le cadre d'un **mouvement inédit de MOBILISATION nationale et unitaire.**

JE REJOINS LE PCF

Nom : …..... Prénom : .....

Adresse : .....

E-mail : …..... Tél : .....

PCF 46 - 29 avenue du maquis – PN 398 – 46000 Cahors – 05 65 35 03 95 / pcffd46@gmail.com / http://lot.pcf.fr

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique